

DOM : 9 € • CANADA : 10,45 \$ CAN • ÉTATS-UNIS : 10,45 \$ • BELGIQUE/LUXEMBOURG/ITALIE/ESPAGNE/GRÈCE/PORTE-COÛT : 7,40 € • ALLEMAGNE/AUTRICHE/POLONNE : 7,70 €
SUISSE : 13 FS • LIBAN : 15 500 LBP • MAROC : 80 MAD • POLYNÉSIE FRANÇAISE/NOUVELLE CALÉDONIE : 1 500 XPF
CAMÉROUN/ CÔTE D'IVOIRE / GABON / SÉNÉGAL : 6 000 CFA • JAPON : 2 000 YEN • HONG KONG : 10 €



MÉDITERRANÉE L'UNION IMPOSSIBLE ?

**Tensions dans le golfe Arabo-Persique
L'inutile guerre des Belges**



M 05650 - 31 - F : 6,70 € - RD



WWW.AREION.FR

Sécurité et projet d'Union méditerranéenne : vers une autre rupture

S'il est un volet du projet d'Union de la Méditerranée qui soulève des inquiétudes, voire des réprobations, c'est bien celui de la sécurité, notion qui reste, à tort, si négativement connotée.

Par **Samir Battiss**, doctorant à l'Université Paris II, chargé de recherche à la Chaire de recherche en politiques étrangère et de défense canadiennes (Montréal), et membre de la Société française d'études militaires (SFEM), et **Pierre C. Pahlavi**, professeur, Department of Defence Studies, Collège des Forces Canadiennes (CFC), Deputy Chair, Department of Military Planning and Operations.

Agacés d'être perçus comme une menace, les États de la rive sud de la Méditerranée risquent d'opposer une fin de non-recevoir à la présidence française de l'Union européenne si celle-ci s'aventurait un peu trop ostensiblement sur ce terrain. Mais c'est bien de cela dont il s'agit, en partie, derrière ce vaste chantier. Perverti et trop souvent invoqué de manière irréfléchie, le concept de sécurité reste néanmoins un objectif dont découle la réalisation concomitante des autres aspects du projet de la présidence française. L'idée de la sécurité n'existe pas sans les usages dont elle fait l'objet. Si la définition minimaliste de la sécurité est « l'absence de menaces, ou de craintes de menaces, sur les valeurs centrales (1) », reste à déterminer ce à quoi l'on se réfère : aux États membres, à l'Union méditerranéenne en tant que telle, aux individus qui composent les différentes populations ? Par ailleurs, à quelles menaces s'agit-il de faire face : les menaces militaires et/ou non militaires (économiques, environnementales, pertes d'identité...) ? Bien qu'elles puissent apparaître comme le fruit d'une construction intellectuelle sans fondement concret, ces questions sont au cœur du projet d'Union de la Méditerranée comme elles ont été le fondement des multiples initiatives de part et d'autre de la « mare nostrum ». L'absence d'entente entre les parties prenantes sur l'étendue que doit couvrir ce volet risque de faire de l'Union méditerranéenne, au mieux une construction institutionnelle parmi d'autres, au pire un échec de plus dans cette région du monde, avec les conséquences humaines que l'on devine.

merciale de tout premier plan pour tous ses riverains, l'espace méditerranéen s'impose comme un carrefour entre l'Union européenne et les pays d'Afrique du Nord. Mais, au-delà de ces deux continents, il intéresse des acteurs comme les États-Unis et la Russie. Bien que de nombreuses tentatives de coopération aient vu le jour, en parallèle des relations bilatérales initiales construites sur des bases historiques, ces initiatives ont souvent été le fait des États européens ou occidentaux. Même si les objectifs affichés étaient ceux de la réciprocité et de l'égalité des rapports, les actions ont bien souvent été à sens unique, du Nord vers le Sud. Ceci n'a pas empêché ces programmes de coopération, bilatéraux ou multilatéraux, de connaître un relatif succès. Dans le but de rendre les forces de sécurité extérieure (forces armées) et intérieure (forces de police et gendarmerie) davantage promptes à travailler sur un pied d'égalité avec les homologues du Nord ou de manière autonome, ces collaborations prennent plusieurs formes. Parallèlement à la coopération classique qui se manifeste généralement par des formations, des visites diplomatiques et de hauts fonctionnaires, ou des rencontres d'états-majors, on trouve des cas de coopération



Le site de la DCN à Toulon. L'arsenal de Toulon, premier port militaire de France, est notamment le port d'attache du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Il abrite d'autres navires de guerre, et une partie des sous-marins nucléaires (sous-marins d'attaque SNA). (© DCNS)

Une architecture sécuritaire antérieure peu lisible
Zone stratégique et com-



CONFLITS ET SÉCURITÉ EN EUROMÉDITERRANÉE



originale consistant en la participation des forces nord-africaines à des exercices conjoints touchant à la conduite et à la planification d'opérations. Satisfaisantes sur de nombreux points, cette coopération euroméditerranéenne reste, il faut le noter, plus importante avec le Maghreb qu'avec la Méditerranée orientale.

En 1994, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) reçoit un volet méditerranéen détaillé dans sa déclaration de Budapest. On y trouve, outre les 55 membres de l'organisation, six partenaires méditerranéens (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Israël, Jordanie). Cependant les seules actions se résument à des réunions mensuelles d'un groupe de contact, un séminaire annuel, des invitations aux sommets et réunions diplomatiques. Ce bilan, plutôt négatif, s'explique par la faiblesse du dialogue, des soucis de financement et, par conséquence, des perspectives limitées d'évolution.

De son côté, l'OTAN a lancé un « Dialogue méditerranéen » depuis 1995 avec les sept partenaires du Sud et a amorcé une évolution depuis le Sommet de Washington (1997) avec un renforcement dudit dialogue. La disparition de l'ennemi communiste, mais surtout la période post-11 septembre, ont été deux occasions pour l'OTAN de revoir son orientation et d'amorcer une relance de la coopération.

Cette prise de conscience se traduit au Sommet de Prague (2002) par un renforcement des aspects politiques et militaires et, en 2004, par la naissance d'une Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), dont les objectifs affichés sont la sécurité et la stabilité en Méditerranée, par le biais d'une coopération plus ciblée et plus

diversifiée : prévention des conflits, plans civils d'urgence, gestion des crises, sécurité des frontières, participation accrue aux exercices. Jugées positives, les quelques actions concrètes restent cependant centrées sur les États, et principalement dans le domaine militaire. Un autre écueil, qui n'est pas propre à l'organisation historique de sécurité chère aux Européens, est de traiter sur une base bilatérale entre ladite organisation et les États sud-méditerranéens pris individuellement. Par ailleurs, on peut noter des lacunes dans la volonté pédagogique des pays du Nord vers ceux du Sud quant au bien-fondé de leurs initiatives, des activités essentiellement perçues comme défendant prioritairement les intérêts du Nord. Ces perceptions « sudistes » seraient le fruit de la conjugaison d'activités organisées trop souvent unilatéralement par l'OTAN, une trop faible implication du Sud dans la préparation et la participation à l'élaboration de la vision stratégique « gagnant-gagnant ».

En parallèle, en plus de la politique globale envers ses voisins (politique européenne de Voisinage), l'Union européenne a mis sur pied un volet sécurité dans le cadre du processus de Barcelone, initié en 1995, dont les perspectives restent faibles. Cette faiblesse est due notamment au peu d'engouement suscité chez des pays européens non méditerranéens, à la méfiance persistante des pays du Sud vis-à-vis de l'UE et aux différends, récurrents et nouveaux (Maroc-Algérie au sujet du Sahara occidental, conflit israélo-palestinien, tensions dans les Balkans, conséquences interratiques des flux de l'immigration illégale, etc.). Cependant, l'approche de l'Union européenne tranche avec les autres en ce qu'elle apparaît

Guerres et conflits en Euroméditerranée de 1990 à 2008

- Conflits entre plusieurs États
- Conflits et tensions intérieurs graves
- Zone littorale contestée ou revendiquée

L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)

- Pays membre de l'OTAN
- Pays candidat à l'OTAN
- Siège de l'OTAN
- États-majors de l'OTAN

La présence militaire américaine

- Pays accueillant sur son territoire une ou plusieurs bases militaires américaines
- Base navale américaine
- QG de la VI^e flotte de l'US Navy
- Site maritime stratégique surveillé par l'US Navy

La présence militaire russe

- Pays accueillant sur son territoire une ou plusieurs bases militaires russes
- Base navale russe
- QG de la flotte de la Mer Noire
- Site maritime stratégique surveillé par la flotte militaire russe

Sources : OTAN, Nations Unies, US Navy, SIPRI, Atlas Géopolitique des espaces maritimes, Atlas d'une nouvelle Europe, CAPRI



La frégate multimissions FREMM est le fruit du plus grand programme naval lancé en coopération en Europe (pour la France et l'Italie, construction prévue de 27 navires de 6000 tonnes). Ce navire de combat de premier rang capable d'assurer des missions de défense antiaérienne, et de lutte anti-surface et anti-sous-marine est construit en grande partie à Lorient. Le Maroc a confirmé en octobre 2007 sa commande en vue de doter la Marine royale de ce bâtiment. (© DCNS)

un péril imminent sur la survie des États eux-mêmes.

Pour une extension du champ de la sécurité (2)

En raison de la forte atténuation, voire l'absence, des rapports de force de nature militaire dans l'espace méditerranéen, une vision restreinte au seul domaine militaire est une erreur d'appréciation des réels facteurs de stabilité. Ceci n'empêche pas la pratique militaire de la sécurité de rester pertinente, surtout si l'objectif est de vouloir impliquer les partenaires de la rive sud, après les avoir rendus interopérables avec leurs homologues du Nord, sur des théâtres extraméditerranéens.

L'évolution du contexte international révèle les limites des approches traditionnelles strictement axées sur l'outil militaire et fait apparaître de nouvelles dimensions à la sécurité qui se traduisent non seulement par des périls et des risques communs aux partenaires, mais aussi par un déplacement du « bénéficiaire » de ladite sécurité.

Au cours des dernières années, nombreux ont été les analystes et théoriciens à suggérer que la

comme multidimensionnelle c'est-à-dire non exclusivement militaire. De manière concomitante au développement de la politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD), s'est développé le partenariat 5+5 sous les formats « sécurité intérieure », « Défense » et « affaires étrangères », circonscrit à la zone occidentale de la mer Méditerranée impliquant les cinq pays maghrébins (l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie) ainsi que cinq pays de l'Union (l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal).

Face à ce « mille-feuille sécuritaire euroméditerranéen », il faut prendre en considération les expériences et organisations (Union du Maghreb arabe) et tirer les leçons de leur mise en sommeil. De même, une vision plus méditerranéenne prenant en compte davantage la partie orientale avec une place prépondérante de la Turquie, membre de l'OTAN depuis 1952, qui, dans la logique du président français de la République, n'a pas vocation à devenir membre de l'Union européenne. Même s'il implique avant tout des États, le projet d'Union méditerranéenne ne doit, cependant, plus être pensé en termes de sécurité au sens classique du terme, c'est-à-dire, une vision militariste et stato-centrée postulant

sécurité n'est plus un problème unidimensionnel auquel on peut répondre avec des solutions tout-en-un. Ceux que l'on appelle les « Wideners » (essentiellement des libéraux et des théoriciens critiques, mais pas uniquement) insistent sur la nécessité d'élargir le concept de sécurité aux « nouveaux » défis du monde contemporain et d'englober les nouvelles réponses qu'impliquent ces nouveaux défis (3). Tout en prônant une sectorialisation analytique de la sécurité, les membres de l'École de Copenhague (4) ont ainsi préconisé des politiques alternatives aux approches traditionnelles mettant l'emphase sur les dimensions politiques, économiques, environnementales et sociétales des problématiques actuelles.

L'idée d'un élargissement de la notion de sécurité, loin d'être circonscrite au monde universitaire, trouve aujourd'hui un écho de plus en plus favorable chez les « praticiens », décideurs politiques et stratèges militaires (5). Comme le faisaient déjà observer certains artisans de la PESD en 2000, il devient de plus en plus difficile aujourd'hui de poursuivre la sécurité commune en s'appuyant exclusivement sur l'usage ou sur la menace de la force militaire classique (6). En adoptant une perspective plurisectorielle des questions sécuritaires,

le processus de Barcelone s'inscrit dans cette dynamique novatrice et offre une base de réflexion intéressante et potentiellement fructueuse pour le projet d'Union de la Méditerranée.

Sous son aspect politique, la sécurité touche à la stabilité des fondements institutionnels étatiques et le système de gouvernement. Grâce à une optimisation des capacités institutionnelles étatiques des pays partenaires, on rend possible la prévention de toute forme de déstabilisation politique. Des avancées étant dans l'intérêt de tous, il appartiendra aux participants à cette Union méditerranéenne non seulement de définir les objectifs à atteindre mais également d'évaluer les avancées et le rapport coût-efficacité des choix politiques à travers une gamme étendue de critères de performance.

Dans son approche économique, la sécurité permet d'améliorer l'accès aux ressources et aux finances nécessaires et leur répartition, de même que l'entrée sur les marchés pour que s'installent dans les États partenaires des niveaux acceptables de bien-être pour les sociétés. Ce volet a été le chantier le plus avancé dans le cadre du processus de Barcelone et reste un des piliers de la future Union pour le président français.

Liée à la précédente, la sécurité environnementale connaît une demande de plus en plus pressante au regard des problématiques liées aux changements climatiques à l'échelle de la planète mais surtout elle touche à la sauvegarde d'une biosphère qui reste, faut-il le rappeler, le support de nombreuses activités humaines au plan méditerranéen. Au regard du commerce extérieur des partenaires méditerranéens de l'Union européenne, la place occupée par les postes budgétaires des produits énergétiques varie sensiblement d'un pays à l'autre. Ainsi, l'Algérie et l'Égypte sont des exportateurs nets ; la Tunisie et la Syrie équilibrent exportations et importations ; les autres – Maroc, Malte, Liban, Israël, Jordanie, Autorité palestinienne, Chypre et Turquie – sont obligés d'importer de l'énergie.

Les priorités définies par le Forum euroméditerranéen de l'énergie s'articulent autour de trois grands thèmes : la construction d'un marché euroméditerranéen de l'électricité et du gaz naturel qui soit complètement intégré et interconnecté, l'amélioration de la sécurité et de la sûreté des infrastructures et la réduction des risques liés au transport de pétrole et de gaz dans le bassin méditerranéen. À la conférence euroméditerranéenne des ministres de l'Énergie qui s'est tenue à Athènes le 21 mai 2003, une série d'actions prioritaires ont été adoptées. Parmi elles figure la mise sur pied d'un triple réseau (électrique, gazier et pétrolier) formant ainsi autant de « cercles » entourant le bassin méditerranéen.

PORTFOLIO



Dans le cadre général du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la France, l'exercice «Rais Hamidou 07» vient de se dérouler du 15 janvier au 2 février 2008 en Méditerranée occidentale, entre l'Algérie et la France. (© CECMED). Il avait pour but la consolidation de la coopération opérationnelle entre les Forces navales algériennes et la Marine nationale française dans les domaines de la surveillance et de la sécurité maritimes (pollution, sinistre en mer, trafic illicite, etc.). Les forces navales et aériennes algériennes ont engagé la frégate *Rais Korsou*, deux vedettes garde-côtes, un groupe de fusiliers marins et un aéronef de surveillance maritime. La marine nationale française a fait participer l'avisos *Commandant Birot*, un avion de patrouille maritime Atlantique 2.

En Mai 2008 se déroulera également l'exercice Chebec. Depuis plus de dix ans, Chebec est l'activité principale de coopération entre la France et le Maroc, qui partagent des préoccupations communes dans la surveillance et la sécurité maritimes. D'importants moyens terrestres, navals et aériens sont engagés, tant par la France que par le Maroc. En 2007, les moyens français regroupaient : le bâtiment de transport et de soutien *Bougainville*, le transport de chalands de débarquement *Siroco* (1 hélicoptère Lynx, 1 hélicoptère Panther), la frégate *Surcouf*, l'engin de débarquement d'infanterie et de chars (EDIC) *Sabre*, les équipes de sauvetage-déblaiement du bataillon de Marins-Pompiers de Marseille, l'équipe de sauvetage-déblaiement du CODIS 13. Pour sa part, le Maroc a engagé la frégate *Mohammed V* (1 hélicoptère Panther), la frégate LC. *Arrahmani*, le patrouilleur *Rais Charkaoui*, du personnel médical et paramédical et du personnel et moyens de la Protection Civile marocaine.



Le croiseur lance-missiles russe *Moskva* et la frégate française *La Fayette* en mer Méditerranée le 1^{er} février 2008. (© CECMED)

Dans le cadre du déploiement en Méditerranée d'un groupe aéronaval russe autour du porte-aéronefs *Admiral Kuznetsov*, deux bâtiments de la flotte du Nord ont fait escale à Toulon du 14 au 17 janvier 2008, le destroyer *Admiral Chabanenko* et le pétrolier *Sergey Osipov*. Pour la première fois, Toulon a accueilli près de 400 marins russes appartenant à la flotte du Nord. Quelques jours plus tard et après avoir rejoint le groupe aéronaval du porte-aéronefs *Admiral Kuznetsov*, c'est le navire amiral de la mer Noire, le croiseur lance-missiles *Moskva*, qui fait une escale de 3 jours à Toulon, avant de rejoindre sa base de Sebastopol en Ukraine.



En mer Égée le 23 janvier 2007, le bâtiment italien *Maestrale* reçoit un câble du ravitailleur allemand *Rhone* lors d'un exercice de l'OTAN tandis que le croiseur lance-missiles de l'US Navy *Monterey* (CG61), fleuron de l'Alliance, est en approche au second plan. Cet exercice fait partie de l'opération Active Endeavour déclenchée en réponse aux attentats du 11 septembre 2001 (missions de patrouille en Méditerranée, surveillance et escorte dans la traversée du détroit de Gibraltar des navires non militaires, avec pour objectifs de détecter et de décourager les activités terroristes, et de s'en protéger). En six ans, les forces de l'OTAN avaient contrôlé plus de 75 000 navires, et arraisonné une centaine de bâtiments suspects. (© OTAN)

Les partenaires des deux rives ont à maintes reprises fait part de leur prise de conscience qu'un certain nombre de problèmes environnementaux impliquent directement les activités de transport de produits énergétiques – et plus spécialement de pétrole – dans le bassin méditerranéen. Une augmentation de la consommation de pétrole rend plus probable encore un désastre au cours des années à venir dans la mesure où elle suppose une croissance de la densité du trafic maritime pétrolier. Mais le risque de déversement de pétrole est davantage marqué par le maintien en service de plusieurs bâtiments vieillissants dans la région. Les déversements clandestins – qui sont responsables de la pollution par hydrocarbures dans une plus grande proportion que les accidents maritimes – représentent, eux aussi, une menace majeure pour l'environnement. La source de pollution la plus courante est le dégazage, qui consiste à nettoyer les réservoirs des résidus de produits pétroliers et à rejeter les eaux souillées à la mer, ce qui représente des pertes considérables pour des secteurs vitaux comme la pêche et le tourisme.

Une future Union de la Méditerranée pourrait rendre ces actions en matière de sécurité énergétique et environnementale plus performantes en s'appuyant sur des projets existants. Ainsi, les pays européens riverains de la Méditerranée ont apporté leur concours pour la prévention et la maîtrise de la pollution. Déjà en 1975, les pays méditerranéens et membres de la CEE avaient adopté le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) et, en 1976, la Convention de Barcelone révisée en 1995 évoquée en son paragraphe 32. Le programme MED POL, l'une des composantes majeures du PAM, a contribué à la modernisation des capacités techniques de la plupart des pays méditerranéens et dans la constitution et le maintien de programmes de surveillance nationaux. Programme indicatif relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques de la réforme des

structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euroméditerranéen, MEDA dispose également d'un volet ayant pour objectif la protection de l'environnement régional. Ce programme d'actions prioritaires à court et moyen terme pour l'environnement (SMAP) de MEDA, adopté, lui aussi, en 1997, comprend des projets d'aménagement d'installations de réception portuaire pour le traitement des résidus liquides et solides provenant des navires, ainsi que l'élaboration et l'application de plans nationaux et sous-régionaux pour lutter contre les déversements accidentels d'hydrocarbures en mer.

Une réelle politique euroméditerranéenne en matière de sécurité environnementale pourrait explorer, avec le concours des chercheurs et des savoir-faire provenant de part et d'autre de la Méditerranée, plusieurs pistes telles que : la conception de systèmes énergétiques durables qui puissent déboucher sur un accroissement de la sécurité et de la diversité des approvisionnements, des énergies de substitution capables de fournir des services énergétiques de haute qualité à faible coût, une compétitivité industrielle améliorée et des retombées environnementales atténuées. Déjà des initiatives nationales au Nord comme au Sud étudient diverses techniques comme l'énergie éolienne, la production d'énergie hydraulique à petite échelle, celle issue de la biomasse, ou encore des applications solaires thermiques ou photovoltaïques.

Si les détracteurs du « discours sécuritaire » ont raison de dénoncer une tendance qui consiste à stigmatiser systématiquement une certaine catégorie d'États, il n'en reste pas moins que la réflexion dans ce domaine et la recherche de solutions adaptées peuvent également remplir une fonction d'émancipation. Dans sa forme militaire et sécurité civile, elle reste nécessaire en vue de les faire bénéficier des savoir-faire acquis dans des structures de l'OTAN ou de l'Union européenne, en vue d'une grande interopérabilité. De même dans un esprit d'association étroite, le projet d'une force européenne de protection civile baptisée « Europe aid » serait également un secteur porteur de coopération.

Sous ses autres formes, parce que la Méditerranée appartient autant à ses riverains du Nord qu'à ceux du Sud, la clé de la réussite du projet porté par la Présidence française réside dans la capacité de traiter les États du Sud comme des interlocuteurs à part entière, des partenaires également porteurs d'identités, d'idées et de savoir-faire plutôt que de succomber à une attitude occidentaliste et prométhéenne.

Samir Battiss et Pierre C. Pahlavi

Notes :

- (1) Arnold Wolfers, « National Security as an Ambiguous Symbol », *Political Science Quarterly*, Vol. 67, N° 4. (Décembre, 1952), p. 481-502.
- (2) La notion de champ de (in)sécurité est principalement rendue célèbre par Didier Bigo. Voir Didier BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexion sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus de l'(in)sécuritisation », *Cultures et conflits*, n° 58, 2005, p. 53-100.
- (3) Se référer, entre autres, aux titres suivants : Johan ERIKSSON et Giampiero GIACOMELLO, *International Relations and Security in the Digital Age*, London, Routledge, 2007 ; H. MÜLLER, « Security Cooperation », in W. Carlsnaes, T. Risse and B.A. Simmons (eds), *Handbook of International Relations*, London, Sage, 2002.
- (4) École universitaire de pensée ayant activement participé au renouveau des approches dans l'étude contemporaine de la sécurité. Lire notamment Barry BUZAN, *Peoples, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, 2nd edn., Boulder, CO: Lynne Rienner, 1999. Voir aussi, Barry BUZAN, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE (ed.), *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 1998.
- (5) Voir notamment le récent rapport du groupe d'experts du World Security Network sur l'importance des moyens non militaires dans le développement d'une nouvelle stratégie de sécurité pour l'OTAN : Klaus NAUMANN et al., *Towards a Grand Strategy for an Uncertain World - Renewing Transatlantic Partnership*, World Security Network, Lunteren, Noaber Foundation, 2008. 152 pages.
- (6) Jolyon HOWORTH, « III. Norms, values and political legitimacy » in *European Integration and Defence: the Ultimate Challenge*, Institute for Security Studies of the WEU, 2000.

Anciens numéros

ANNÉE 2003

N° 01



LA PUISSANCE SPATIALE US
Le narcoterrorisme
Le golfe Arabo-persique
La privatisation de la guerre
Les tensions Autriche/Tchéquie

N° 02



MINORITÉS ET IDENTITÉS
Les USA et le «Shaping the world»
La guerre de l'information
La crise nord-coréenne
Côte d'Ivoire et ivoirité

N° 03



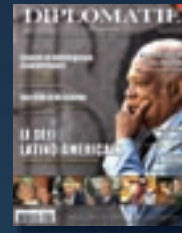
L'IRAK APRÈS LA GUERRE
Le terrorisme social
La guerre urbaine
La militarisation de l'humanité
La question berbère

N° 04



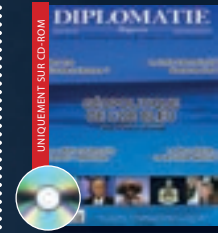
GÉOPOLITIQUE DE LA MÉDITERRANÉE
La diplomatie du Vatican
Centrique et les diamants
L'Europe et l'espace
Frédéric III d'Allemagne

N° 05



LE DÉFI LATINO-AMÉRICAIN
Arabie saoudite et USA
NSA et Echelon/Libye
Géopolitique saharienne
La bataille de la mer de Java

N° 06



GÉOPOLITIQUE DE L'EAU
Israël et la Palestine
Les trafics illicites d'œuvres d'art
L'avenir de l'Europe / Les Zoulous
La cession de la Louisiane

ANNÉE 2004

N° 07



GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE
L'Afghanistan / L'OTAN
Pétrole et golfe de Guinée
Les embargos / Carlyle
L'Asie et l'Islam

N° 08



LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES US
Géopolitique des français
Les casques bleus
Les technologies de souveraineté
La guerre hispano-américaine

N° 09



LA CHINE ET LE MONDE
Le réchauffement climatique
Les guerres asymétriques
L'Europe de l'airnement
Les aborigènes et l'Australie

N° 10



GÉOPOLITIQUE DE L'ARMÉNIE
Le défi européen d'ITER
Industrie et santé mondiale
Géopolitique de l'esclavage
La Roumanie dans l'Europe

N° 11



GÉOPOLITIQUE DU PÉTROLE
Quel avenir pour l'Afrique noire ?
Bush, Kerry et la France
L'Islam en Afrique
Droit d'ingérence et conflit en Irak
Bonaparte et les Anglais

Retrouvez les
sommaires détaillés
SUR
www.areion.fr
Commandes électroniques
sécurisées

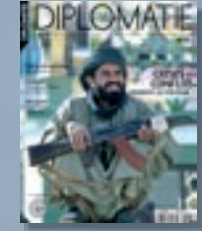
ANNÉE 2005

N° 12



LES FANTÔMES DE LA GUERRE FROIDE
Cambodge, après le génocide
Maghreb, Les oubliés de l'Europe
Biopiraterie, notre planète est-elle vraiment menacée ?

N° 13



CRISES ET CONFLITS COMMENT LES PRÉVENIR ?
Union européenne, qui gouverne ?
Géopolitique du Caucase
Microsoft, la résistance s'organise
L'Irak et le défi kurde

N° 14



CHRISTIANISME, UNE STRATÉGIE MONDIALE ?
Darfour, la diplomatie humanitaire en échec
L'Orthodoxie russe
aux ordres du Kremlin ?

N° 15



ATLAS DE LA PIRATERIE MARITIME
L'avenir du Tibet
Le Cachemire divisé
L'Afghanistan et l'opium
Le défi des nanosciences

N° 16



LA CONQUÊTE SPATIALE
Brésil, un nouveau géant mondial
Résilience et terrorisme
La Chine et l'Afrique
Orthodoxie et Vatican

N° 17



ISRAËL, L'HEURE DE VÉRITÉ
Pays arabes, la guerre des médias
Fragiles cités, les villes martyres
Pétrole : la querelle des experts
Mafias : la véritable menace ?

ANNÉE 2006

N° 18



IRAN, LA NOUVELLE MENACE ?
OGM, ce que l'on vous cache...
France, les vrais chiffres de l'immigration
Tsunami : bilan de l'aide humanitaire

N° 19



ÉPIDÉMIES, LE RETOUR DES ANCIENNES PEURS ?
L'Europe qui résiste aux Américains
L'Italie « américaine » de Berlusconi
Les ambitions internationales du Canada

N° 20



LA DIPLOMATIE EN GUERRE
Les relations franco-russes
Espagne : les fantômes du franquisme
Inde : les raisons de la puissance

N° 21



REGARDS SUR LA PUISSANCE FRANÇAISE
La Chine en Amérique du Sud
L'ombre du nazisme en Europe
L'humanitaire après le 11/09/01

N° 22



CORÉE DU NORD - ISRAËL - LIBAN LA GRANDE DÉSIILLUSION
Géopolitique des Amériques
Francis Fukuyama
Peuples autochtones

N° 23



LE DANGER AFGHAN
Géopolitique du Grand Nord
Stratégies pétrolières
La question kurde
Le soft power

ANNÉE 2007

N° 24



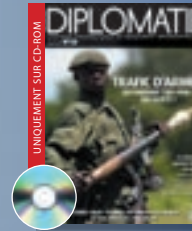
CHINE-AFRIQUE : PILLAGE OU CO-DÉVELOPPEMENT ?
ATLAS Les frontières de sang
Moyen-Orient : les cartes interdites
CNN vs Al-Jazeera

N° 25



LES ENJEUX STRATÉGIQUES DE LA FRANCE EN EUROPE
Avec les entretiens exclusifs de 8 candidats à la présidentielle
La France, puissance maritime
Géopolitique de la Crimée

N° 26



TRAFIC D'ARMES Qui fabrique ? Qui vend ? Qui achète ?
Bush-Poutine : les raisons d'un divorce
Le faux débat des migrations
Les USA et le droit international

N° 27



LES GUERRES DE RELIGION
La crise du Darfour
Quel monde en 2036 ?
La responsabilité des régimes communistes

N° 28



IRAK : LES DÉSASTRES D'UNE GUERRE PRÉVENTIVE
Pétrole et gaz, quels maîtres du monde ?
Influence et diplomatie culturelle
Russie : à la conquête de l'Arctique

N° 29



CHINE - JAPON : NOUVELLES AMBITIONS SUR L'EXTRÊME-ORIENT
Guerre cybernétique
Espace, quelles conquêtes à venir ?
France : vers un Conseil de sécurité nationale ?

COMPLÉTEZ VOTRE COLLECTION !

N° 30



ANNÉE 2008

ENTRE GUERRE ET PAIX : LES QUASI-ÉTATS
(Abkhazie, Transnistrie, Somaliland...)
Turquie-Irak : un nouveau front de guerre ?
Internet : le modèle chinois
Les dangers du créationnisme



INDÉPENDANCE DE L'EUROPE & SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE



GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIE DES MERS ET DES OcéANS



ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE 2008



MENACES CONTRE LA PLANÈTE



DANS VOS KIOSQUES EN AVRIL EN PRÉCOMMANDE AUJOURD'HUI (VOIR CI-DESSOUS)

HORS-SÉRIE



Année 2003



Année 2004



Année 2005



Année 2006



Année 2007

CD MILLÉSIMÉS

ABONNEZ-VOUS !

Bulletin d'abonnement à renvoyer avec votre règlement à :

~~40,20 €~~ **32 €**

seulement pour toute une année de lecture !

DIPLOMATIE Magazine - Château de Valmousse - D 572 - 13410 Lambesc (France)

Téléphone - Fax : 04 42 57 57 90 - Email : commande@areion.fr - Site web : http://www.areion.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Code postal : Ville : Pays :

Téléphone : E-Mail :

- Paiement par chèque **uniquement pour la France** (à l'ordre de AREION)
- Paiement par mandat postal en euros (à l'ordre de AREION)
- Paiement par carte bancaire (Visa / Mastercard)

N° de carte : _ _ _ _ / _ _ _ _ / _ _ _ _

Date d'expiration : (mois / année)

Signature (paiement par CB) :

Observations (facultatif) :

(Tarifs valables jusqu'au 31 mai 2008)

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Abonnement 1 an/6 numéros (port compris)

- Tarif promotionnel : France métropolitaine 32 € - Étranger/DOM-TOM : 42 €
- Tarif étudiant* : France métropolitaine 28 € - Étranger/DOM-TOM : 38 €

Abonnement 2 ans/12 numéros (port compris)

- Tarif promotionnel : France métropolitaine 60 € - Étranger/DOM-TOM : 80 €
- Tarif étudiant* : France métropolitaine 54 € - Étranger/DOM-TOM : 74 €

Achat au numéro (voir page 26) (port compris)

- Tarif promotionnel : France métropolitaine 7 € - Étranger/DOM-TOM : 9 €
- Tarif étudiant* : France métropolitaine 6 € - Étranger/DOM-TOM : 8 €

- | | | | | |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> CD-ROM 01 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 02 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 03 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 04 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 05 |
| <input type="checkbox"/> CD-ROM 06 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 07 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 08 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 09 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 10 |
| <input type="checkbox"/> NUMÉRO 11 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 12 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 13 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 14 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 15 |
| <input type="checkbox"/> NUMÉRO 16 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 17 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 18 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 19 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 20 |
| <input type="checkbox"/> NUMÉRO 21 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 22 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 23 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 24 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 25 |
| <input type="checkbox"/> CD-ROM 26 | <input type="checkbox"/> CD-ROM 27 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 28 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 29 | <input type="checkbox"/> NUMÉRO 30 |

Les CD millésimés (port compris)

- Tarif promotionnel : France métropolitaine 25 € - Étranger/DOM-TOM : 35 €
- Tarif étudiant* : France métropolitaine 22 € - Étranger/DOM-TOM : 32 €

- CD 2003 (N° 1 à 6)
- CD 2004 (N° 7 à 11)
- CD 2005 (N° 12 à 17)
- CD 2006 (N° 18 à 23)
- CD 2007 (N° 24 à 29)

Diplomatie hors-série (port compris)

- Tarif promotionnel : France métropolitaine 11,95 € - Étranger/DOM-TOM : 12,95 €
- HS 02 : Géopolitique et géostratégie des mers et des océans (Août 2007)
- HS 03 : Atlas géostratégique 2008 (Octobre 2007)
- HS 04 : Menaces contre la planète (Décembre 2007)
- HS 05 : Guerre & intelligence économiques (en précommande jusqu'en avril 2008)

* Prière de joindre une photocopie de votre carte d'étudiant.